acheter à l'amiable, ce n'est pas si facile que ça. Plus on s'éloigne du cœur de ville, plus les projets sont compliqués. Regardez la combe de Gières : depuis de nombreuses années, il y a eu des drames, des cyclistes percutés par des voitures. Vous connaissez le gabarit et la complexité de cette combe. D'un côté, vous avez un ruisseau, et de l'autre côté, la colline. Et à chaque orage, tout est entraîné vers le bas. Vous imaginez bien que s'il y avait une solution simple et rapide, on l'appliquerait ! Et puis, je vous le dis, il y a de la pression populaire pour, mais il y a aussi de la pression populaire contre. Aujourd'hui, vous voyez qu'il y a des blocages sur certains projets, comme le cours Berriat. Qu'est-ce que vous faites : passer en force ? C'est ça, aussi, la position du responsable politique. Il faut écouter les gens, améliorer les projets quand c'est nécessaire.


© Lara Balais / Grenoble Alpes Métropole

PIERRE CHARRIN (représentant son épouse Marie-Christine Millière-Charrin), retraité, Claix

➤ **La question de mon épouse a, me semble-t-il, un aspect général. Elle part d'un terrain situé à Claix. Il est complètement englobé dans l'urbanité. Mais il est longé par la Rubine, un petit ruisseau très modeste, mais qui, quand il y a des orages, peut sortir de son lit – sans que l'on appelle ça une crue torrentielle. Or, ce terrain peut être intéressant pour la construction, vu le besoin de logements de l'agglomération. Comment sortir de ce problème ?**

C. F.: La question des risques est extrêmement intéressante. Notre métropole se réchauffe deux fois plus vite que le reste du pays, et cela va nous conduire à des événements extrêmes plus fréquents et plus intenses. C'est ça, le réchauffement climatique. Vous êtes de Claix, vous savez qu'il y a quelques années, il y a eu un événement particulièrement tragique, un glissement de terrain sur un site à risque modéré [*sur le coteau des Jayeres, qui avait provoqué le décès d'une personne, ndlr*]. C'était juste un petit filet d'eau… Mais avec l'intensité des précipitations aujourd'hui, on atteint des niveaux de risques qui font qu'on ne peut pas transiger. Vous savez, quand un maire reçoit du préfet une carte des risques, il ne peut pas ne pas en intégrer toutes les conséquences.

Après, on a un deuxième sujet. On a des terrains urbanisables, mais avec le Zéro artificialisation nette – le fameux ZAN – on ne pourra pas les urbaniser. Dans le précédent PLUi [*plan local d'urbanisme intercommunal, ndlr*], on a rendu près de 150 hectares qui étaient urbanisables à la nature et l'agriculture. On a inversé la tendance dans cette métropole. Et je comprends les propriétaires, qui voient la valeur de leurs terrains baisser d'un coup. Mais aller vers la neutralité carbone, c'est obligatoire.

La conséquence – et ce n'est pas facile à accepter non plus – c'est qu'il va falloir densifier les opérations là où on construit. Au lieu de monter à R+4, R+5, il faudra monter à R+7, R+8, parce qu'il faudra loger les gens. Je suis conscient que c'est compliqué à accepter. Après, il est évident que vous n'allez pas faire un R+8 dans un secteur pavillonnaire !

RACHID DJEBBOURI, 37 ans, président de l'association Citéslab, Échirolles

➤ **Je voulais savoir comment la Métropole pouvait soutenir le Carrefour de l'entrepreneuriat dans les quartiers politique de la ville, et comment nous, en tant qu'habitants et responsables associatifs, on pourrait obtenir notre pépinière d'entreprise, afin de garder ces talents au sein de nos quartiers ?**

C. F.: La politique de la ville, c'est le principe que dans certains quartiers de France, les niveaux de précarité sont tels qu'il est nécessaire d'ajouter des moyens plus forts qu'ailleurs. Dans les QPV, vous avez des taux de chômage qui peuvent atteindre 40 %, des précarités très fortes, de vraies trappes à pauvreté. Alors que sur la métropole, vous avez une super bonne moyenne, avec un taux de chômage plutôt bas.

> « On ne peut pas se contenter de regarder le taux de chômage moyen et se dire que tout va bien. »

Des statistiques ont montré il y a quelques années que le goût, l'envie d'entreprendre, notamment dans la jeunesse, étaient nettement plus forts dans les quartiers prioritaires. Sauf que les taux d'échec des entrepreneurs sont beaucoup plus importants que dans le reste de la société. Ce que vous avez amené avec Citéslab, c'est cette approche-là : mettre le paquet sur le soutien à l'émergence des projets, et leur consolidation. On a installé des pépinières, des hôtels d'activités dans différents quartiers de la métropole, il faut qu'on continue. Je crois beaucoup au développement économique à l'intérieur des QPV. Il faut qu'on soutienne encore plus fortement les porteurs de projets ; on n'a pas le droit de financer directement les entreprises, mais on peut être là pour rapprocher les acteurs, consolider cet



De gauche à droite : Jérôme Serodio, Christophe Ferrari, Pierre Charrin, Julien Gunning, Paul Martinez-Valentin, Loïc Zambon, Rachid Djebbouri, Amélie Battaglia, Bernard Ecarnot.

écosystème. On ne peut pas se contenter de regarder la moyenne et dire que tout va bien.

JULIEN GUNNING, 26 ans, étudiant, Grenoble

➤ **Vous publiez beaucoup sur LinkedIn sur le sujet de Vencorex. Vous avez cité le price-dumping* chinois, et d'autres aspects géopolitiques qui font qu'il y a moins de performance sur nos industries locales. Mais des connaisseurs du sujet me disent que ça fait 20 ans que Vencorex n'innove plus assez, et que même sans la puissance chinoise, la crise serait inévitable. Où est le niveau de responsabilité entre l'entreprise et sa politique d'innovation, et les pouvoirs publics, pour protéger les industries ?**

C. F.: C'est une question ô combien d'actualité. J'étais sur le piquet de grève tout à l'heure. J'ai une forme d'attachement à Vencorex, notamment parce que mon père y a travaillé une grande partie de sa vie. Vencorex, ça fait des années qu'elle ne va pas bien. Cette industrie a plus d'un siècle. Au départ, elle a été faite pour la production d'armes durant la première guerre mondiale… Mais ensuite elle s'est développée et transformée. Elle était française et très vite, elle ne l'a plus été. On est totalement à la merci de la fluctuation des actionnaires, sur lesquels on n'a aucune prise. À un moment donné, dans ce pays, on a décidé de nationaliser des entreprises parce qu'on considérait qu'elles étaient stratégiques pour le développement de la France. Les Américains le font – et Trump n'est pas un gauchiste de première. D'ailleurs on vient de nationaliser, à bas bruit, tous les câbles sous-marins d'Alcatel, parce que le gouvernement français a considéré que c'était quand même un peu stratégique – et il a eu raison.

Il y a 18 plateformes chimiques en France, dont deux qui sont en très grave danger. On parle de 500 emplois sur Vencorex, 6000 par effet domino. Si on ferme, le seul repreneur de l'activité Vencorex c'est le principal concurrent chinois. Ce qui l'intéresse, ce sont les beaux brevets, c'est la belle intelligence industrielle. Cette agressivité chinoise nécessite, d'abord, une mobilisation collective du territoire. Si on perd une plateforme chimique, demain, on achètera ces mêmes produits de la Chine, qu'elle vendra au prix qu'elle nous imposera, et avec un transport carboné et une signature écologique détestable, fabriqué par des femmes et des hommes en Chine dans des conditions, là aussi, détestables. Et puis la plateforme chimique est polluée, si l'activité part, qui va dépolluer ? C'est nous, c'est nos impôts. Donc il faut absolument que l'on maintienne une activité chimique. Le gouvernement doit comprendre qu'il a un rôle majeur là-dessus.

AMÉLIE BATTAGLIA, étudiante, Grenoble

➤ **Je suis présidente bénévole d'une association, Décintrés, qui organise des trocs de textiles sur l'agglomération. On s'intéresse au réemploi et au recyclage de manière générale, et surtout sur le textile. Il existe aujourd'hui Pôle R ou les bornes de collecte de vêtements, mais on se demande ce qui va être mis en place dans le futur pour atteindre l'objectif de 2 kg de textile jeté par personne et par an : le travail qui reste à faire est assez énorme…**

C. F.: Aujourd'hui, on produit en moyenne 7 kg de déchet textile par personne par an sur le territoire de la Métropole, et comme vous l'avez évoqué, l'objectif est d'aller vers 2 kg. On a une feuille de route de l'économie circulaire, qui a été travaillée avec l'ensemble du tissu économique et industriel du territoire, et avec les associations comme vous. On a besoin de mettre en place un réseau d'acteurs du recyclage, de la revalorisation, pour sortir d'une approche qui peut être parfois artisanale et aller vers une massification. Le Pôle R, c'est vraiment ça qu'il y avait derrière. Notre sujet, c'est de soutenir toutes les initiatives du territoire qui œuvrent sur ces champs-là, car on considère que ce sont de futures filières économiques du territoire.

Sur la question du textile, on est en train de multiplier les conteneurs ; on a installé 100 bornes de collecte dans la métropole en septembre 2024, et le maillage va se poursuivre en 2025 et 2026 avec 100 bornes supplémentaires. On travaille avec un réseau d'acteurs comme Emmaüs, La Remise, Le Relais…

➤ **Amélie Battaglia : Pour que les mentalités changent, il faut beaucoup sensibiliser, c'est la clé. Que ce soit pour le textile ou les autres types de déchets, que fait la Métropole sur ce point ?**

C. F.: Il faut que l'on soit fournisseur d'information et de visibilité. Après, la Métropole ne peut pas être seule et dans une vision du haut vers le bas. On a créé un Fonds d'accompagnement social aux transitions, le Fast. C'est assez unique, on fait appel au tissu associatif qui a plein d'idées, d'initiatives qui méritent d'être connues. On doit aider les acteurs associatifs, parce que vous, vous arrivez à discuter au plus près avec les habitants.

* Le price-dumping consiste à exporter un produit dans un pays, et le vendre beaucoup moins cher que son équivalent produit dans le pays en question.